Laurent Mauduit

Des privatisations au capitalisme libertarien

Avant la vague des années 1980, quel était le rapport de l'État à l'intérêt général ?

Laurent Mauduit est écrivain et journaliste, co-fondateur de Mediapart, auteur notamment de Collaborations. Enquête sur l'extrême droite et les milieux d'affaires, Éditions La Découverte, 2025 et Prédations. Histoire des privatisations des biens publics, Éditions La Découverte, 2020.

Laurent Mauduit. Nous vivions encore dans l'univers issu du capitalisme des Trente Glorieuses, où existait une coupure entre l'intérêt général et les appétits privés. Au sein même de l'État, beaucoup de hauts fonctionnaires étaient attachés au service de l'État : servir l'État, c'était servir un intérêt dépassant l'addition des intérêts privés et contradictoires, entre capitaines d'industrie et monde salarié. Les privatisations commencent en 1986. Nous avons vécu un tournant politique et économique il y a cinquante ans que ses propres auteurs n'avaient pas à l'esprit : l'emballement les a conduits bien plus loin que prévu. Les privatisations ouvrent les portes du capital des plus grands groupes, dont presque toutes les grandes banques françaises. Seules les banques mutualistes résistent. La gouvernance des plus grandes entreprises bascule d'abord ; puis l'investissement dans les PME, via le private equity (investissement dans des entreprises non cotées en Bourse), est contaminé. On ne coupe plus seulement les branches mortes du capitalisme, mais les branches basses, celles qui ne sont pas assez rentables. Les privatisations sont conçues au sein des grandes directions du ministère des Finances. Prenez les grandes banques françaises des années 2000 : ce sont des inspecteurs des finances de Bercy qui les dirigent. Il y a eu appropriation par les hauts fonctionnaires des privatisations qu'ils avaient mises en œuvre, comme de véritables « fermiers généraux » de l'Ancien Régime qui captent les biens pour eux-mêmes. Puis, après les « pantou-

509.indd 58 26/10/2026 12:44:17

flages », c'est-à-dire les départs du public vers le privé, il y a eu les « rétro-pantouflages » : certains sont revenus du privé vers l'État. Un mouvement d'essuie-glace…

Vous décrivez la notion de « commun » comme piste de reconstruction.

L. M. Il s'en suit un effondrement de l'État, une dilution de l'intérêt général dans laquelle tout le monde a été englué. Il n'y a jamais eu de véritable examen critique de ce que l'État faisait. Nous avons vécu sur une mythologie : à gauche, on serait du côté de l'État ; à droite, du côté du marché. Ce clivage me semble faux, car l'État s'est souvent comporté aussi mal que les groupes privés. Le néolibéralisme a produit des rémunérations exorbitantes au sommet et, en bas, des travailleurs pauvres : pour la première fois, le travail ne protège plus de la pauvreté. Nous avons privé les citoyens du contrôle des biens qui auraient dû leur appartenir : les biens communs. La notion de « commun »[1] est une idée majeure. Il y a des biens qui devraient appartenir à tous, dont la gestion pourrait être déléguée à l'État, qui n'en serait pas propriétaire et n'aurait pas le droit de les vendre. Cela mêle propriété commune et démocratie : comment les citoyens pourraient-ils contrôler les biens qui leur appartiennent ? À l'échelle locale, sur les réseaux d'eau, le débat trouve sa place ; à l'échelle nationale, il est plus difficile, mais essentiel. Deux chantiers sont conjoints : défendre les fonctions régaliennes de l'État et repenser les services publics. Si l'on définit ceux-ci par l'égalité d'accès et la péréquation des tarifs, qu'est-ce qui corres-

1-Pierre Dardot, Christian Laval, Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle, Éditions La Découverte, 2014.

509.indd 59 26/10/2026 12:44:18

pond encore ? La SNCF ? La santé ? Refonder une démocratie sociale est un immense chantier.

Le capitalisme libertarien menace-t-il la France ?

L. M. Le nouveau capitalisme américain récuse toute limite : gaz de schiste malgré les ravages environnementaux, crypto-monnaies contre la souveraineté monétaire des États. Une sorte d'anarcho-capitalisme, un capitalisme de la jungle. Peter Thiel, fondateur de PayPal et proche de Trump, a écrit vers 1990 que la liberté totale était devenue incompatible avec la démocratie. Daniel Guérin, dans « Fascisme et grand capital », texte majeur des années 1930 récemment réimprimé, explique que ce basculement intervient non pas quand la lutte des classes s'exacerbe, mais quand le capital juge ses marges de profit insuffisantes. Il insiste sur ce point : le fascisme est un problème interne au capitalisme. Ce diagnostic fait penser au raisonnement actuel de l'extrême droite numérique américaine, les têtes pensantes du techno-fascisme. Après la crise financière de 2008, point de départ de la crise du néolibéralisme, certains milieux ont estimé que ce système n'était pas allé assez loin et qu'il fallait accélérer. La France est-elle déjà contaminée ? Le virus ne fait qu'arriver. Ce ne sont pas des idées qui se propagent en matière de capitalisme, ce sont des intérêts financiers. Les premiers signes apparaissent dans la tech française, comme cela est venu de la tech californienne : des patrons de startups gambergent sur les thèmes libertariens, et le principal financeur des startups parisiennes est le financier d'extrême droite Pierre-Édouard Stérin. Certains grands patrons affichent aussi leur sympathie. L'enjeu des années qui viennent, c'est notre capacité de résistance.

509.indd 60 26/10/2026 12:44:18